



le quotidien

rouge

journal d'action communiste

VENDREDI 17 MAI 1974
NUMERO 20 - 1 Franc
DIRECTEUR : Daniel Bensaïd

NI MARTYRS NI KAMIKAZES !

Cent soldats ont osé. Ils ont osé, à visage découvert, exiger les droits élémentaires qui leur sont encore déniés, dénoncer le régime archaïque qui leur est imposé.

Ni martyrs, ni kamikazes. Leur appel surgit du plus profond des casernes de ce pays. Lancé aujourd'hui par 100 soldats, il sera repris demain par 1000 et plus.

C'est que leur geste n'est que l'expression courageuse d'une volonté d'en finir qui monte sans cesse parmi les soldats et qu'a renforcée encore la fin du pompidolisme : il ne se passe plus de jour sans que se manifeste un comité de soldats, que soit diffusé un tract parmi les appelés, qu'éclatent des mouvements spontanés de résistance aux brimades, à l'intox militaire. Les soldats de Mourmelon, Reims, Nancy et Toulon dont plusieurs se trouvent aujourd'hui jetés dans les prisons militaires et les salles d'arrêt ont frayé la voie. Sans attendre que demain (?) Mitterrand vienne ajouter un sucre et une goutte de lait à leur chicorée quotidienne, ils ont pris leurs droits et se sont exprimés dans des tracts, sur les murs des casernes, dans des débats et dans des réunions tenues au nez et à la barbe des gradés.

Et qui viendra contester aux appelés le droit de faire savoir qu'ils ne sont pas des zéros sociaux et politiques en période électorale, quand se succèdent les commentaires politiques et les prises de position péremptives du gratin d'état-major ? L'obligation de réserve serait-elle inversement proportionnelle au nombre de galons cousus sur une épaulette ?

Galley et ses généraux se figureraient qu'ils suffirait de distribuer des centaines de jours d'arrêts de rigueur et de menaces de Tribunal Permanent des Forces Armées aux 4 coins des casernes de France pour museler le mouvement. Peine perdue ! Les 100 lui ont rétorqué comme il convient : en sommant le successeur de Pompidou, quel qu'il soit, de poser d'emblée au garde-chiourme de 300.000 jeunes sous l'uniforme ou de reconnaître aux soldats le droit de s'exprimer, s'organiser et lutter aux côtés des travailleurs.

Le choix est clair. Autour des 100 se forge une chaîne de solidarité qu'aucune répression, aucune intimidation ne serait capable de briser.

PLUS JAMAIS ÇA !



(P. 3) GISCARD INFIRMIER

(P.4) APPEL DES PETROLEUSES

**(P.6) PORTUGAL : FORMATION
D'UN GOUVERNEMENT DE
COALITION ET EXTENSION DES
GREVES**

fraude électorale

LETTE DES FOULARDS ROUGES DE NOUVELLE CALEDONIE

Paris le 15 mai 74
Camarades,

Le Quotidien Rouge du mardi 14 mai consacre un entre-filet à la fraude électorale pratiquée par l'administration coloniale dans les DOM-TOM. La Nouvelle Calédonie n'échappe malheureusement pas à cette triste réputation.

Sans remonter loin en arrière, on peut citer le cas des législatives de 73 où l'administration a fait voter des condamnés en faveur du candidat soutenu par le gouvernement.

Le 5 mai 74, le comité de soutien à Valéry Giscard d'Estaing avait inondé le bureau de vote du Receiving d'affiches Giscard parues dans « France-Soir ». Le comité de soutien à François Mitterrand a porté plainte. Mais, connaissant bien le

contentieux administratif, je suis certain que la requête n'aura pas de suite. Comme cela a été le cas dans de précédentes fraudes électorales. D'autre part, 5000 électeurs des îles Loyautés résidant à Nouméa, en raison du prix élevé du voyage (242 F aller et retour) ne peuvent pas voter. L'administration refuse obstinément d'ouvrir un bureau de vote à Nouméa pour ces travailleurs. Par contre, elle légalise des masses de fausses procurations en faveur des candidats de droite.

En attendant d'avoir d'autres renseignements, pourriez-vous faire écho à cette pratique honteuse de l'administration coloniale en Nouvelle Calédonie ? Salutations révolutionnaires.

J.O.
Foulards Rouges de N.-C.

DECLARATION D'UN POLICIER SYNDICALISTE

« La population n'a pas à s'inquiéter de l'attitude de sa police en cas d'alternance au pouvoir. Policiers, c'est-à-dire fonctionnaires et républicains, nous saurons obéir au gouvernement légal que le pays se donnera, quel qu'il soit »

Cette déclaration vient d'être faite par M. Buch, secrétaire général du syndicat national des policiers en tenue (affilié à la Fédération autonome de G. Monatte).

Destiné à prévenir tout chantage à la guerre civile, si l'actuelle majorité était battue le 19 mai, cette déclaration est importante. Mais peut-on sérieusement penser qu'une déclaration de principe sera suffisante pour empêcher la bourgeoisie de comploter ? On connaît les ramifications existantes entre une partie de l'encadrement de la police et certaines bandes parallèles (SAC), on connaît les efforts déployés par Marcellin pour favoriser le développement de syndicats policiers fascistes, on connaît enfin le bourrage de crâne politique et idéologique auquel sont soumis les policiers depuis de nombreuses années. Si Mitterrand passe, et si à travers sa victoire se dessine une puissante mobilisation pour le socialisme, c'est une véritable destruction de la police qu'il faudra opérer ; il faudra épurer ses rangs des éléments les plus réactionnaires. Il faudra enfin préparer la disparition d'une police professionnelle coupée de la population au profit de la constitution de milices ouvrières.

L'A.J.S.-O.C.I. COMMUNIQUE

APRES L'ATTAQUE DE SES LOCAUX DANS LA NUIT DU 15 AU 16 MAI

« A 21 h, 2 cocktails molotov ont été projetés sur le local de l'AJS et ont explosé sur sa façade. Heureusement, l'incendie a pu être maîtrisé. Les deux cocktails ont été jetés à un moment où de nombreux militants quittaient notre local. Il s'en est fallu de peu que l'attentat criminel n'aboutisse. Voilà plusieurs jours que des militants responsables de l'A.J.S. et de l'O.C.I. sont l'objet de menaces téléphoniques annonçant attentats et représailles.

Ce soir, ces groupes que l'on peut qualifier de fascistes sont passés de la menace à l'exécution. L'A.J.S. et l'O.C.I. s'adressent à toutes les organisations du mouvement ouvrier pour qu'en commun s'organise la dénonciation et la riposte à de tels actes fascistes ; le Bureau Politique de l'O.C.I. Le Bureau National de l'AJS

Nous sommes bien entendu solidaires des camarades de l'A.J.S., d'autant plus qu'il y a un an et demi, nous avons été victimes d'une attaque similaire. Signalons d'ailleurs que les agresseurs avaient signé leurs geste (« Groupe d'intervention nationaliste ») c'est-à-dire l'ex-Ordre nouveau mais n'ont toujours pas été inquiétés. Une chose est sûre : c'est au mouvement ouvrier qu'il appartient de mettre ces nervis hors d'état de nuire.

le gaullisme : 16 ans après — 5 —

Le domaine le plus spécifique de de Gaulle, c'était l'Etat, les « institutions », pour employer le terme favori des gaullistes et Debré en était l'idéologue attitré. La Constitution établie dans les deux premiers mois qui suivirent l'arrivée de de Gaulle au pouvoir, qui donnait la maximum de pouvoirs au Président et faisait de ses ministres ses employés irresponsables devant l'Assemblée nationale, fut néanmoins retaillée et violée à maintes reprises, chaque fois dans un sens plus autoritaire : une demande d'élu de l'Assemblée nationale de convoquer celle-ci fut ignorée bien qu'elle eut reçu le nombre de signatures requis ; l'élection du Président de la République par quelques dizaines de milliers de grands électeurs, fut remplacée par l'élection plébiscitaire au suffrage universel : de Gaulle se fit un « domaine réservé » où lui seul prenait des décisions. Le Président de la République était un monarque absolu pour la durée de son mandat, un septennat renouvelable. Dans un tel régime, les intérêts généraux du capital ne connaissent aucune entrave ; quant aux intérêts particuliers, ils se débrouillaient pour trouver dans l'appareil d'Etat ceux qui pouvaient les aider, moyennant généralement bon prix. Un tel pouvoir avait cependant

besoin d'apparences démocratiques. C'était très simple : le Président était en relation directe avec le « peuple », pas par des partis qui introduisaient la « politique », donc la perversion des esprits, mais avec chaque français, avec chaque française, par un lien personnel sous forme de referendum. En régime parlementaire, les gouvernements devaient demander des votes de confiance. Dans le régime gaulliste, des referendums à intervalles plus ou moins réguliers leur servaient de substitut. Ils étaient en réalité des plébiscites. Les questions étaient rédigées à cet effet et pour qu'il n'y ait aucun doute, de Gaulle déclarait chaque fois : c'est moi ou le chaos, votez pour moi ou je m'en vais.

Mais cela aurait été encore insuffisant. Une assemblée croupion était également nécessaire et, pour en avoir une, il fallait disposer d'une organisation qui porta de Gaulle au pouvoir, c'est de Gaulle qui la créa après son accession au pouvoir. Elle lui était donc redevable de son existence, elle était destinée à le servir, à faire sa propagande dans le pays, à être ses « godillots ». L'U.N.R., l'U.D.R. — quel que soit le nom qu'elle porta — fut la Société du 10 décembre de de Gaulle. Elle était formée d'un rassemblement d'hom-

prisons

LETTE AUX CANDIDATS

Messieurs les candidats,

Monsieur Giscard d'Estaing, vous êtes restés extrêmement silencieux sur vos intentions de réforme des deux pôles de la Justice : le droit et le pénitentiaire. Quant à vous, Monsieur Mitterrand, vous avez pris position en faveur de l'abolition de la peine de mort, de la suppression de la garde-à-vue, de la procédure de flagrant délit et des dispositions portant atteinte au droit de mise en liberté provisoire.

Nous ne pouvons que vous suivre sur ces différentes mesures ; c'est bien mais combien trop peu d'autant que vous semblez tous deux avoir oublié la partie de la justice concernant le pénitentiaire. Vous n'êtes pas sans savoir, messieurs, que 35 000 personnes sont en permanence dans les prisons, que 130 000 personnes y séjournent chaque année et qu'un demi-million d'hommes et de femmes sont concernés. Que suggérez-vous pour que soient transformées les prisons ?

Des centaines de jeunes adolescents arrivent tous les jours dans les prisons pour divers délits mineurs. Issus pour l'essentiel d'un milieu pauvre d'ouvriers, d'employés, d'immigrés, ils sont appelés aujourd'hui par notre société à devenir des délinquants en puissance pour la vie. Messieurs, en cas d'élection, proposeriez-vous que les milliers de jeunes appelés à séjourner dans les prisons soient aidés différemment, c'est-à-dire supprimerez-vous la détention provisoire pour les détenus mineurs de moins de 21 ans, appelés à être condamnés pour la première fois et passibles simplement de la correctionnelle ?

Messieurs, 35 000 personnes sont aujourd'hui incarcérées, la plupart sans secours humain et matériel, coupées totalement d'un monde où un jour elles retourneront, laissées à la merci d'une administration pénitentiaire incapable, en somme 35 000 personnes totalement oubliées et rejetées. Messieurs, en cas d'élection, proposeriez-vous une refonte totale du système pénitentiaire, c'est-à-dire permettriez-vous enfin au détenu de conserver sa dignité et sa personnalité. Pour cela accepteriez-vous la suppression de l'isolement carcéral 22 heures par jour, de la censure du courrier et des journaux ; donneriez-vous la possibilité aux détenus de travailler et de gagner un salaire décent égal au SMIC, de poursuivre des études capables de lui ouvrir un choix, de créer des centres d'apprentissage pour tous les jeunes détenus afin que ceux-ci ne soient pas libérés les mains vides avec la certitude d'être un jour récidiviste et surtout, permettriez-vous enfin que des contacts soient renoués avec les familles

lors des parloirs sans que des barreaux ou des grilles ne nous séparent ?

Le monde pénitentiaire est un monde clos. Rien n'y transpire, tout est là et, comme toujours en pareil cas, les pires excès sont commis, permis et provoqués : matraquages, promiscuité, homosexualité, isolement complet, enchaînements, bastonnages, compromission administrative avec le milieu. Messieurs, en cas d'élection, mettriez-vous un terme à tous ces abus, notamment en supprimant les mitards et les cachots de toutes sortes, en autorisant les détenus à se défendre lors d'un prétoire en présence d'un avocat, d'un éducateur ou d'une assistante sociale et de faire appel auprès d'un juge d'application des peines en cas d'abus ; supprimeriez-vous l'institution de la commission des grâces telle qu'elle est présentée à ce jour, en la remplaçant par une commission franche où tous les détenus auront droit à une remise de peine sans condition et où ils seront représentés par d'autres gens que par leurs gardiens ?

Messieurs, lundi 20 mai, l'un d'entre vous sera appelé à siéger aux plus hautes fonctions de l'Etat. Un ministre de la Justice sera nommé. Pouvons-nous penser qu'un homme « capable » sera choisi, capable d'écouter et de comprendre, que, même momentanément hors-la-loi, le détenu retournera un jour vers le monde extérieur.

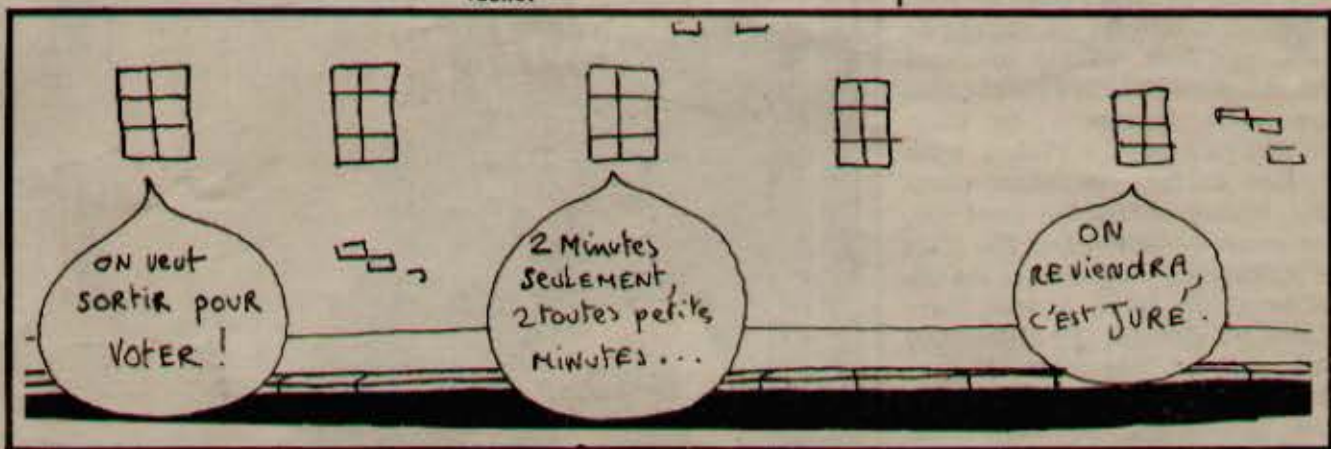
Les détenus du
Comité de Résistance
Interne de
Fleury-Mérogis
Avec le total soutien du
Comité d'Action des Prisonniers.

MANIFESTATION DE DETENUS A LA CENTRALE D'ENSISHEIM

Une centaine de détenus ont, dans l'après-midi du 15 mai, refusé de regagner leurs cellules afin d'obtenir la permission pour l'un des leurs d'aller en Corse au chevet de sa mère gravement malade.

Ils ont été reçus par le juge de l'application des peines de Colmar, mais on ne sait pas s'ils ont obtenu satisfaction.

Comme d'habitude, les autorités pénitentiaires se taisent : c'est plus facile.



USURE DES « INSTITUTIONS »

mes qui, sauf un petit nombre, n'avaient pas eu précédemment de bases personnelles dans un coin du pays. Y entrèrent des aventuriers, des agresseurs, des hommes de SAC et de corde, des agents ou d'anciens agents des services secrets, des hommes de main, de jeunes loups, en un mot « des copains et des coquins », selon l'expression de Poniatowski qui les a vus de très près. Autour de de Gaulle, ils virent l'occasion de remplir leurs poches et ils le firent avec d'autant plus d'aplomb que, malgré leurs propos publics contradictoires, ils ne savaient pas s'ils pourraient le faire bien longtemps.

Des vieux partis bourgeois, formés et nourris dans le sérail parlementaire, il ne subsista que des fragments, des déchets plutôt. L'un d'eux, toutefois, crut bon de coopérer avec de Gaulle et l'U.D.R. : c'était celui, issu des républicains indépendants, dirigé par Giscard d'Estaing, où des notables voulaient bien coopérer avec les copains et les coquins ; mais ne pas se dissoudre parmi eux, à la fois pour l'immédiat et pour réserver l'avenir. Pour l'immédiat, on remarquera que cette bourgeoisie qui n'hésita pas à confier l'Education nationale, la justice à des gaullistes ne leur fit guère confiance pour tenir le ministère des Finances. Sauf pour une courte

période où Debré occupa ce poste, les cordons de la Bourse restèrent entre les mains de bourgeois de longue date. Nous avons déjà signalé que le P.S. déclina dangereusement et que le PCF se maintenait amis mais en vieillissant.

Vers le milieu des années 60, quand la situation économique mondiale commença à se détériorer, l'usure du régime se manifesta. En 1965, de Gaulle fut mis en ballottage pour le renouvellement de son mandat. En 1967, une Assemblée nationale fut élue où les gaullistes n'avaient que quelques voix de majorité (grâce aux truquages des élections dans les TOM-DOM). Toutes les catégories qui ne trouvaient plus de porte-parole au Parlement, commencèrent à manifester dans la rue pour obtenir satisfaction de leurs revendications. Des grincements se firent entendre dans la machine étatique. Cela aboutit à l'explosion de mai 68 : dix millions de grévistes, les ministères vides, la police et autres forces de l'ordre, épuisées ou incertaines. De Gaulle aurait pu être chassé alors, si les directions qui suivaient les masses travailleuses l'avaient voulu. Mais ces directions ne voulaient pas parvenir au gouvernement sur la lancée d'une poussée révolutionnaire des masses. Après

DANS LES PRISONS ITALIENNES

Plusieurs manifestations ont eu lieu mercredi dans diverses prisons italiennes, où l'agitation a tendance à reprendre en l'absence d'une réforme du code pénal et de la détention préventive.

Ainsi, cinq mineurs de la « prison-école » de Forlì se sont retranchés au dernier étage de l'édifice et ont mis le feu à des meubles qu'ils avaient entassés. Les pompiers ont éteint les flammes et calmé les mutins à l'aide de leurs lances. Après une courte lutte, des policiers ont réussi à les maîtriser.

A la prison de Vérone, cinq autres jeunes gens qui, depuis leur arrestation en mars dernier ne cessent de clamer leur innocence et de réclamer la liberté provisoire dans l'attente de leur procès, ont écrit avec leur sang sur deux draps : « Nous voulons justice, nous sommes innocents ». Après avoir cassé les vitres, ils ont suspendu les draps à la fenêtre de leur cellule. L'un des jeunes gens, s'étant coupé aux bras a dû être conduit à l'hôpital.

Par ailleurs, une centaine de détenus de la prison de Pétrouze ont porté plainte contre les « responsables » qui leur ont refusé le droit de vote à l'occasion du referendum sur le divorce. La loi italienne retire les droits électoraux aux personnes condamnées à des peines afflictives et infamantes, mais non à celles qui n'ont pas encore été jugées.

Pierre Frank
(à suivre)

QUAND GISCARD RACCOLE LES VOIX DES INFIRMIERES

Une lettre datée du 9 mai. Une lettre sur du beau papier qui commençait par ces mots : « Chère Madame, chère Mademoiselle, cher Monsieur. Les résultats du premier tour des élections présidentielles ont montré le désir de changement des Français... » Cette lettre, elles sont des centaines d'infirmières à l'avoir reçue à leur domicile personnel. Elle est signée... Valéry Giscard d'Estaing !

La démagogie électorale ne connaît décidément plus de bornes. C'est Giscard en personne qui regarde à présent chaque infirmière au fond des yeux : « Ayant eu moi-même l'occasion de visiter récemment certains hôpitaux, j'ai pu constater la compétence, le dévouement et la conscience professionnelle de chacun et de chacune d'entre vous. (...) Je sais que votre profession, comme beaucoup d'autres, a des préoccupations propres. (...) Je m'engage à veiller à ce que l'action entreprise avec mon appui par M. Poniatowski soit poursuivie sans relâche. (...) Je compte sur vous pour être à mes côtés le 19 mai. »

En un mot : je comprends vos problèmes, mais votez donc pour moi !

PONIATOWSKI ? PARLONS-EN !

Principal lieutenant de Giscard, c'est le modèle du bovidé anti-communiste : « En régime communiste, a-t-il déclaré samedi à Poitiers, il n'existe plus de liberté de travailler, de penser, de lire... »

Il était aussi ministre de la Santé. Un ministre dont tous les bavardages sociaux de Giscard ne sauraient dissimuler le bilan. A tel point qu'avant la mort de Pompidou, lorsque Giscard et Poniatowski étaient venus visiter quelques hôpitaux, ils l'avaient fait en catimini, traversant les salles au pas de course, après être entrés par la petite porte. Par crainte sans doute des réactions du personnel...

DES « PREOCCUPATIONS PROPRES » : UN EUPHEMISME !

Ce qu'un Giscard d'Estaing ne comprendra jamais, c'est ce que c'est de vivre juste avec le SMIC,

des questions d'intendance, en somme.

DEUX QUESTIONS ET UNE REPONSE

Cette chasse aux bulletins de vote nous amène à nous poser deux questions :

* est-il vrai qu'on ait fait faire des heures supplémentaires au personnel administratif, pour que les revalorisations de catégories prévues pour le mois de juillet, les infirmières puissent les toucher entre les deux tours ?

* par quels moyens l'officine électorale de Giscard, qui siège déjà dans les locaux officiels du Ministère, a-t-elle eu accès aux fichiers sur lesquels figuraient les adresses personnelles des infirmières ?

Seront-elles aux côtés de Giscard le 19 mai ? La réponse, la plupart d'entre elles l'ont déjà donnée : « Ni bonnes, ni nonnes ».

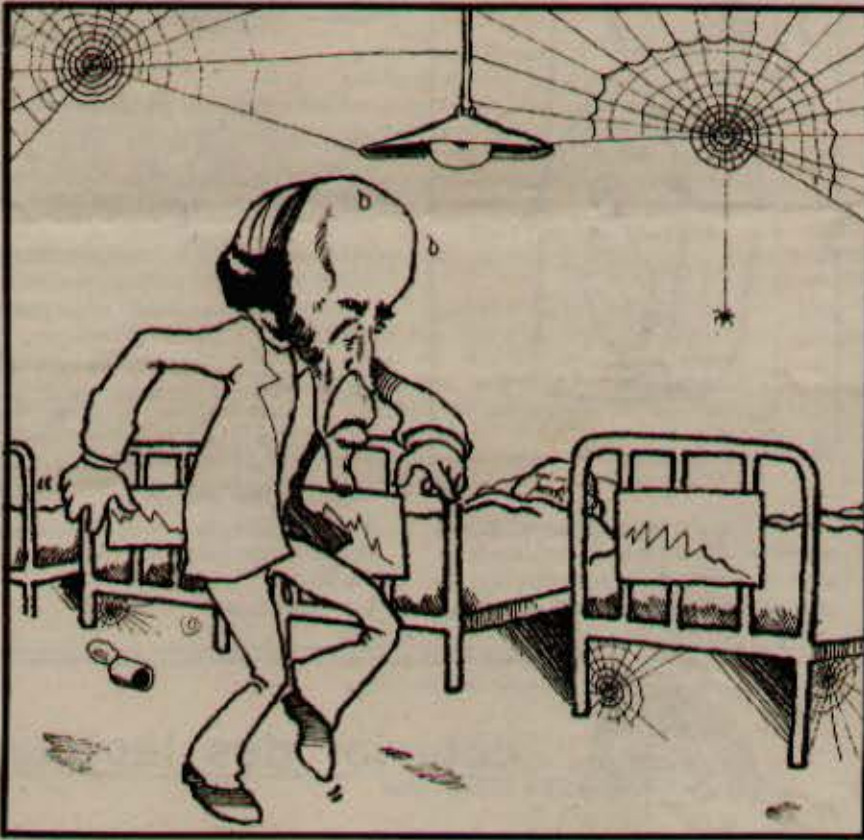
Non à la politique qui transforme les hôpitaux en usines dépeuplées et insalubres !

comme les agents hospitaliers débutants. Ce que sont les aléas d'un emploi d'auxiliaire ou d'intérimaire, comme on en embauche de plus en plus.

Et surtout travailler avec un manque énorme d'effectifs : à la Pitié-Salpêtrière, plusieurs centaines de postes font défaut ; à Créteil, hôpital de prestige ultra-moderne, plusieurs services neufs restent fermés par manque de personnel.

Cuand on travaille dans la cavalcade permanente, avec pas même une demi-heure pour manger. Cuand on se retrouve seule pour une salle de plusieurs dizaines de malades. Cuand les maladies professionnelles se multiplient, de la tuberculose à l'hépatite virale...

Tout cela, ce sont pour Giscard des « préoccupations propres » ;



CE QUE GISCARD NON ARYEN = BON A RIEN. N'A PAS DIT AUX INFIRMIERES : UN FASCISTE CHILIEN PROMENÉ EN VISITE CLANDESTINE DANS LES HOPITAUX PARISIENS

Alberto C. Spoerer, colonel de l'armée de l'air, et ministre de la Santé de la Junte chilienne est actuellement à Paris. C'est ce que

vient de révéler la Fédération de Paris du PSU. Logé à l'hôtel Georges V, déjeunant au restaurant « Le Doyen », accompagné de 2 DS noi-

res immatriculées 1780 ZW 75 et 3624 ZB 75.

Avant-hier mercredi, ce fasciste galonné a fait incognito la tournée des installations hospitalières dans la région parisienne. But probable de ces visites : passer des contrats avec des firmes d'électronique fabriquant du matériel médical. La junte chilienne a en effet des besoins dans ce domaine : la répression qui s'est abattue sur le corps médical, sur les salariés en particulier a atteint une telle apreté qu'elle a désorganisé beaucoup d'hôpitaux chiliens. D'où le sens de cette visite discrète.

Poniatowski ministre de la Santé, et bras droit de Giscard est mouillé jusqu'au cou dans cette manifestation honteuse de la collusion du pouvoir avec la junte chilienne. Qui a organisé cette tournée, impossible sans accord du ministère de la Santé ? Quels trusts de l'électronique comptaient y trouver de substantiels bénéfices ? Qui a fourni les « gorilles » qui ont accompagné Spoerer dans ses déplacements ?

A quelques jours du 2ème tour, une pareille révélation prend figure de symbole.



GISCARD ET LA JEUNESSE



Mercredi soir, Giscard avait choisi Amiens pour évoquer les problèmes de la jeunesse et de l'éducation... Il y a défini ses « objectifs prioritaires » : « meilleure définition de l'orientation, différenciation des pédagogies, souplesse des orientations proposées », rarement le candidat bourgeois s'était montré aussi général, accumulant promesses et banalités... Il parla aussi de la « formation permanente », qui tend à devenir la caution « moderniste » à toutes les mesures réactionnaires prises par la bourgeoisie — comme l'abaissement de l'âge de la scolarité obligatoire. A noter que cette mesure était défendue par Royer. A noter que Royer soutient Giscard. A noter que Giscard a soigneusement évité d'en parler !

« Former des citoyens libres, cela implique la neutralité et la stabilité de l'école et de l'université, qui ne doivent pas être l'objet de discordes et de troubles ou l'enjeu de luttes partisans. » Pour ce faire, une bonne solution : refuser « de considérer l'enseignement privé comme un enseignement élitiste », et tout faire pour qu'ils puisse continuer à s'ouvrir à toutes les familles qui le désirent. »

Enfin, Giscard n'oublia pas de rappeler qu'il était le candidat du patronat, puisqu'il insista lourdement « sur le rôle essentiel de la recherche et sur sa nécessaire harmonisation avec l'industrie », et termina sur ce sujet en déclarant qu'il était partisan d'un abaissement de l'âge de la majorité à 19 ans et d'un « service national » mieux adapté aux aspirations de la jeunesse.

LE DEMAGOGUE

Celui qui voudrait être le « jeune président » de « tous les Français » est apparu, encore plus clairement

qu'à l'ordinaire, comme le représentant d'une vieille classe, attaquée, déconsidérée, sur la défensive. Mais il faudrait que le candidat commun de la droite n'identifie pas les minets et midinettes payés pour porter sur leur tee-shirt « Giscard à la barre » sur les Champs-Élysées à ce qu'est la jeunesse. Car celle-ci, depuis longtemps, a compris quel régime d'oppression se cachait derrière les paroles creuses des politiciens bourgeois, et a été l'une des forces qui l'a le plus violemment combattu.

Cuand la jeunesse était dans la rue, en mai 68, que fit Giscard, sinon se ranger du côté des flics et de la répression ?

Depuis, à chaque lutte de la jeunesse, Giscard s'est trouvé du côté de ceux qui réprimaient, provoquaient, méprisaient la jeunesse : l'affaire Guiot, provoquée par les flics de Marcellin, bras droit de Giscard ; les luttes contre la circulaire Guichard, sans doute futur premier ministre du prochain gouvernement de Giscard (s'il est élu !), la riposte à la loi Cebrey sur les sursis, à la réforme Fontanet (illégal de premier ordre de Giscard aujourd'hui), toutes les luttes de la jeunesse depuis cinq ans ont été dirigées contre un régime, contre des hommes qui aujourd'hui serrent les rangs, par conviction pour les uns, par troulle pour les autres, derrière ce candidat dans lequel s'est reconnue l'extrême-droite fasciste.

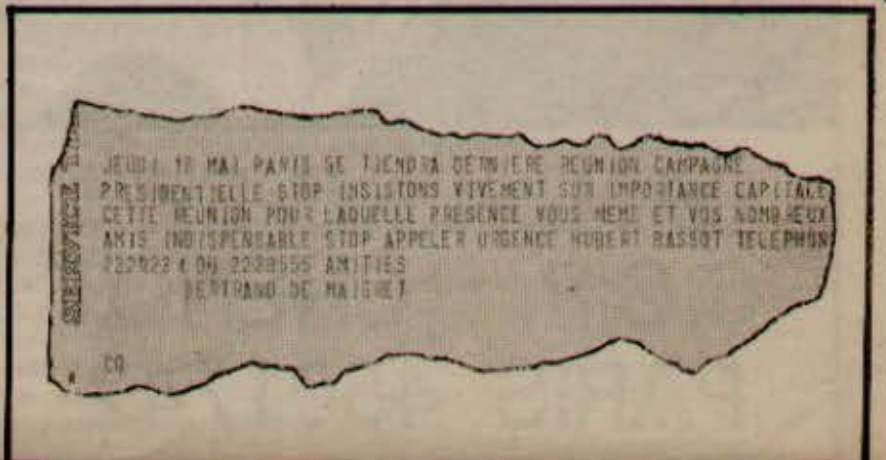
Si aujourd'hui la jeunesse est exclue du choix électoral — malgré les promesses de Messmer à Provins, qui sont exactement les mêmes que celles de Giscard à Amiens — elle saura, si le candidat de la droite passe, lui faire payer, par ses luttes, le prix de ses mensonges et de sa démagogie.

GISCARD A L'HOTEL DE VILLE

Nous avons reçu par la poste une photocopie du télégramme ci-contre, envoyé par un certain Bertrand de Maigret aux responsables des comités de soutien à Giscard.

Comme nous sommes un peu fouineurs, nous avons téléphoné à Hubert Bassot (vous savez, cet ancien routier de l'extrême-droite, qui organise la campagne de Giscard et a négocié le « soutien » d'Ordre Nouveau). Monsieur n'était pas là. Mais une secrétaire nous a précisé que le télégramme était destiné à la préparation du

meeting de Giscard le 16 mai : les responsables des comités devaient passer retirer des invitations. Rien d'autre ? avon-nous demandé à la préposée. A sa connaissance non. Mais si nous voulions d'autres détails, il fallait téléphoner à un certain M. Plazet, directement à l'Hôtel de Ville de Paris, à ARC 98-10. Ce que nous avons fait. Mais ce monsieur n'est jamais là. Sans doute est-il trop occupé. Belle démocratie bourgeoise, qui fait financer ses hommes et leur donne des locaux municipaux avec l'argent des contribuables.



appel des pétroleuses

AUJOURD'HUI : des femmes s'organisent et entrent en lutte

* dans les entreprises, comme aux Nouvelles Galeries de Thionville, à la Samex de Millau, à la Coframaille, à Boussac, à Cerisay, à Lip, dans les Banques, etc...

* dans les cités, comme à la Sainte Famille à Villeurbanne, où les femmes ont brisé leur isolement et collectivisé un certain nombre de tâches ménagères.

* pour obtenir l'avortement et la contraception libres et gratuits, mettant le pouvoir devant un état de fait, dénonçant l'hypocrisie par la pratique exemplaire.

UN PEU PARTOUT,

des femmes se retrouvent dans des groupes où elles commencent à rompre leur isolement. A Paris, un certain nombre de groupes de femmes se réclament de la Tendance Lutte de classe du Mouvement de Libération des Femmes, se sont implantés dans les quartiers; d'autres groupes n'ont jamais eu de contact avec le MLF et sont nés dans les quartiers, les lycées, les entreprises.

Nous ressentons maintenant la nécessité de rencontrer d'autres groupes de femmes.

Nous appelons à une rencontre nationale réunissant :

- les groupes de femmes existants

- les femmes ayant participé à des luttes dans leurs entreprises, ou sur l'avortement, etc...

- toutes les femmes désireuses de prendre contact avec d'autres femmes, de participer à notre lutte.

Cette rencontre, qui se déroulerait dans la région parisienne, les 15 et 16 juin, pourrait nous permettre d'échanger nos expériences, nos réflexions sur ce qui caractérise notre rôle de femme dans l'ensemble de la société : la maternité, la sexualité, la séduction, l'avortement et la contraception, notre rôle domestique, la publicité, notre rapport au travail, tout ce qui constitue notre oppression.

Nous pourrions y échanger des textes, des brochures et des bilans que des femmes ou des groupes de femmes pourraient ou auraient rédigés.

trouver, de poser leurs problèmes, de revendiquer leur participation à part entière au combat mené par les travailleurs.

Sur l'avortement et la contraception, avec le MLAC et pour tirer le bilan de notre participation.

Des commissions pourraient être mises en place pour permettre à celles d'entre nous travaillant dans un même secteur (entreprises, hôpitaux, écoles, lycées, facultés) de mettre en commun nos acquis et nos difficultés et dégager à partir de ces expériences des thèmes de travail, de sensibilisation et de luttes pour les mois à venir.

expériences des groupes existant, des coordinations locales, de nos journaux, en particulier « Les Pétroleuses ».

Nous voulons rompre avec l'isolement et la solitude qui sont un des aspects les plus insupportables de notre oppression et nous entraînent bien souvent dans le découragement devant ce qui nous reste à faire.

Nous découvrir nombreuses et décidées à lutter est tout à fait essentiel à notre prise de conscience, et à notre radicalisation individuelle et collective.

Au cours de l'histoire, des femmes ont pris conscience de leur oppression et ont souvent mené des luttes exemplaires, mais le Mouvement des femmes n'a jamais existé.

C'est la première tâche qui nous attend, et pour laquelle nous devons nous mobiliser. Cette rencontre doit être suivie de beaucoup d'autres...

Toutes celles qui voudraient nous contacter pour préparer cette rencontre (documents, contributions écrites, participation), peuvent prendre contact en écrivant à :

LES PETROLEUSES
BP 2575860
Paris CEDEX

Pour celles qui participeront à la rencontre: nous avons besoin d'une estimation très rapide (avant le 1er juin) pour l'aménagement des locaux dont nous disposons (il faudrait cependant prévoir sac de couchage et matelas pneumatique).

Nous envisageons une participation aux frais de voyage pour les femmes qui viennent de très loin. Une garderie fonctionnera pour toutes celles qui n'auront pu faire garder leurs enfants.

coordination des groupes se réclamant de la Tendance Lutte de Classe du MLF
Les Pétroleuses



Enfin cette rencontre sera le lieu privilégié où ces discussions nous feront débattre de la construction du mouvement de femmes à partir des

POUR UNE RENCONTRE NATIONALE DES FEMMES (15 et 16 juin)

Cette rencontre, nous permettrait de faire le bilan des luttes qui ont été menées par des femmes.

Dans les entreprises, ces derniers mois, les grèves menées ont permis à de nombreuses femmes de se re-



SOUSCRIVEZ !
C.C.P. : CHENOT
PARIS 4501/42

courrier des lecteurs



A PROPOS DE LA REPOSE DE ROUGE A LA LETTRE DES CAMARADES OUVRIERS ET HOMOSEXUELS PARUE DANS LE N° 15 DU 11 MAI

La réponse de la rédaction à la lettre sur l'homosexualité parue le 11 mai, n'est aucunement satisfaisante. Elle se permet, en bas d'une page, sur quelques dizaines de lignes, des raccourcis sans appel, alors que Rouge s'est auparavant peu manifesté sur cette question, si ce n'est — indirectement et, pourrait-on dire, pour se donner bonne conscience — par la publication de lettre de l'Antinorme. Sa tonalité, abrupte et défensive, lui donne un aspect traditionnel, peu ouvert au débat. Il n'en ressort, concrètement que la « défense démocratique des homosexuels ». Rouge, dirait-on, se situe au-dessus du débat sur la sexualité.

Au lieu d'affirmer que le clivage essentiel (« tout est là » dit la réponse) s'opérait avec ceux selon lesquels « la vision homosexuelle du monde serait, par nature, révolutionnaire », n'était-il pas plus simple (et plus décisif) de répondre nettement et sans ambiguïtés : non seulement nous défendons les homosexuels contre la répression et l'ordre moral, mais aussi la société socialiste que nous voulons se refusait à l'établissement de toute normalité sexuelle, elle laissera libre l'épanouissement de la sexualité, y compris sous sa forme homosexuelle.

Que l'on pense, pour certains, qu'alors l'homosexualité déperira ou disparaîtra, peu importe ! Aujourd'hui, dans la bataille

contre la morale bourgeoise et les caricatures de socialisme, ce n'est pas l'essentiel !

Un militant du FCR

Monsieur, Il est souvent question au cours de cette campagne électorale de la « libération de la femme », de « contraception et d'avortement », afin qu'elle puisse disposer librement de son corps et faire l'amour quand elle veut, sans avoir à en porter la conséquence : l'enfant.

Mais pourriez-vous préciser ce qui est prévu dans votre programme pour donner à la femme la « liberté de ne pas faire l'amour quand elle ne le désire pas », corollaire indispensable pour valider la première déclaration : car si un homme s'approche d'une femme alors qu'il l'a ignorée tout le jour, ou simplement parce qu'il est excité par un verre d'alcool ou un film « porno », que devient la femme dans une telle relation ? Un déversoir, une poupée en plastique vendue dans les sex-shop : un objet de consommation. Où est donc alors sa liberté ?

En abordant une seule face du problème, vous soignez un « symptôme » en oubliant d'en soigner la cause. Ou bien en termes mathématiques, vous définissez la « condition nécessaire » à la liberté de la femme dans ce domaine sans en définir la « condition suffisante ».

Dans l'espoir que vous pourrez compléter notre information, veuillez recevoir, Monsieur, mes remerciements anticipés.

Une femme qui aime faire l'amour, mais pas dans n'importe quelles conditions.

A PROPOS DE DEMOCRATIE OUVRIERE

Plus de 20.000 personnes au meeting unitaire de Lyon. Les orateurs ont multiplié de violentes attaques contre Giscard, candidat « du risque contre le changement », mais sans sortir de l'électorisme, sans offrir de perspectives mobilisatrices. Mauroy invoque « l'unité et la concorde ». Caillaud « la paix sociale ». Marchais précise que le socialisme n'est pas à l'ordre du jour et ne fit aucune allusion au Programme Commun. Séguéy dénonce le budget d'austérité élaboré pour 75 par le ministère des finances et avertit que les travailleurs seront contraints à la grève en cas de victoire du ministre des finances. Maire affirme après Marangé, l'indépendance du syndicalisme envers tout gouvernement, mais que les travailleurs devront être responsables. Chapuis se veut gauche, parle de majorité réelle; discours-caution qui n'offre aucune alternative réelle.

La logique de la main tendue aux gaullistes a pour contre-partie celle du poing tendu à l'extrême-gauche. Le service d'ordre du PCF a en effet agressé physiquement les militants du FCR, ainsi que des comités Chili qui diffusaient un tract dénonçant la répression contre les travailleurs et tous les partis du mouvement ouvrier chilien. Les protestations de travailleurs présents et la fermeté des révolutionnaires ont permis d'imposer le respect de la démocratie ouvrière. La diffusion de la presse révolutionnaire a pu continuer.

LE PEN RECIDIVE

Après le procès intenté contre Rouge, dont nous avons fait appel du jugement, Le Pen vient d'assigner en justice notre camarade Récanati, qui devra comparaître le 27 mai devant le Tribunal de Grande Instance de Paris pour avoir traité Le Pen de tortionnaire au cours de l'émission de RTL « Le grand jury » du 29 avril dernier.

Très bien, Gageons qu'à ce procès nous serons de nouveau amenés à parler des agissements de Le Pen en Algérie. A croire que celui-ci y prend goût.

« QUAND LE PEUPLE S'VEILLE »

Témoignages sur le Chili entre Nov. 72 et janv. 73.

FILM-DEBAT PAU Salle Justin Blanc, Rue Latapie Samedi 18 à 21 h

Comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien.

Le comité Chili d'OLORON St MARIE organise une projection du même film, le samedi 18 à 16 h.

POLITIQUE-HEBDO N°128 est paru, avec

- * un dossier armée
 - * l'appel des cent soldats
 - * le Portugal et la guerre coloniale
 - * un dossier : PH en danger de mort
- Pour que PH continue, achetez-le, lisez-le. En vente dans les kiosques : 3,50 F.

LA LIBRAIRIE ROUGE

n'accepte pas la trêve
10 impasse Guéméné, Paris 4^e

Ouvert tous les jours de 10h à 20h sauf le dimanche.

LES DERNIERES NOUVEAUTES

- La Guerre d'Algérie, 4 tomes en livre de Poche. Y. Courrière.
- Révolution et contre-révolution en Catalogne. Carlos Semprun-Maura.
- Chili ou la Tentative. O. Duhamel.
- Le mouvement ouvrier français. Marx-Engels; plm;
- L'opposition ouvrière. Kollontai;
- Les luttes de classe en URSS. C. Bettelheim.

Et bien sûr TOUS NOS PRIX AVEC 20 % DE REDUCTION.



CONFERENCE NATIONALE OUVRIERE DES 1, 2, 3 JUIN

« ce sera aux travailleurs d'imposer les augmentations uniformes dans les luttes »

La Saviem à Caen. 6000 ouvriers. Le souvenir encore récent d'une grève qui n'a pas abouti, en mars dernier. Le bilan, on continue à le tirer maintenant : l'attitude des dirigeants de la CGT, l'absence d'un organisme permettant une gestion démocratique de la grève, la riposte hésitante au lock-out, la politique d'unité à tout prix qui conduisit la direction de la CFDT à une impasse ; c'est de tout ce la qu'il faut discuter pour préparer les luttes à venir. ROUGE a rencontré trois camarades de la Saviem et leur a demandé comment ils voyaient la situation dans les mois qui vien-

ROUGE : Lors de la dernière grève à la Saviem, vous aviez demandé des augmentations uniformes. Comment situez-vous cette revendication par rapport aux perspectives offertes par le Programme Commun ?

M... : Dans l'usine il y a eu un vote à 70 % pour les augmentations uniformes. Mais la direction CGT reste favorable aux augmentations hiérarchisées.

A... : L'autre jour, Mitterrand est venu à Caen. Un responsable CFDT lui a posé une question là-dessus. Il a répondu en termes de grille hiérarchique unique, ce qui veut dire augmentations hiérarchisées. Il est clair maintenant que ce sera aux travailleurs d'imposer les augmentations uniformes dans les luttes.

ROUGE : En juillet, vous avez une négociation avec le patron de la Saviem sur le problème des salaires. Comment pensez-vous que cela va se passer selon le résultat de l'élection présidentielle ?

M... : Moi je pense que ces négociations se passeront sans doute « à froid ». Si Mitterrand passe, la grande majorité des travailleurs dans un premier temps, fera quand-même confiance à Mitterrand et espérera en lui. Et si c'est Giscard qui passe, il y aura sans doute un certain découragement au sein de la classe ouvrière.

B... : Je pense effectivement que si Giscard passe il va y avoir une retombée des luttes ; mais finalement ça tombera dans une période assez normale, parce qu'avant les vacances on ne peut pas espérer grand-chose.

Au retour des vacances, les gars auraient peut-être un peu de difficultés à se remettre dans le bain. Mais les conflits vont remonter de toute façon, que ce soit Giscard ou Mitterrand, à mon avis.

ROUGE : Et si c'est Mitterrand ?

M... : Si Mitterrand passe, je crois que pour le démarrage des luttes, la CGT reprendra les mots d'ordre de 1947 : « produire d'abord, revendiquer après ». Au démarrage des luttes, je pense que dans cette situation on trouvera plutôt les éléments combattifs de la CFDT.

A... : Je crois que les choses vont beaucoup dépendre aussi de ce que font le PC et la CGT, la CFDT et le PS. S'ils ne font rien pour qu'il y ait des luttes d'ensemble qui se développent, il y aura des obstacles. Ça dépendra aussi de ce qu'on pourra faire nous-mêmes.

ROUGE : Et face au vote Mitterrand, comment se situent les travailleurs de la Saviem ?

M... : Pour la majorité des travailleurs de la Saviem, la seule solution qu'ils voient c'est voter Mitterrand au premier et au deuxième tour. Ce qui compte pour eux, c'est avant tout battre la droite, sans envisager beaucoup plus loin. Pour l'avant-garde aussi, beaucoup de copains qu'on a, votent aussi Mitterrand aux deux tours. Tout en disant qu'ils savent très bien que c'est par les luttes qu'on obtiendra quelque chose et non par les belles paroles de Mitterrand.

A... : Moi, je connais des gars qui ont voté Krivine au premier tour. Il y en a quelques uns, surtout après les déclarations de Mitterrand dans des meetings ou à la télé. Mais la majorité a voté Mitterrand dès le premier tour ; et on a quand même eu beaucoup de mal, parce que l'idée des gars c'était avant tout de battre la droite.

B... : Il semble qu'il y ait pour l'instant pas mal d'illusions qui traînent dans les esprits et qui pourront disparaître quand ils en auront fait l'expérience un certain temps. Mais au niveau de l'avant-garde, il y aura quand même une défiance très nette vis-à-vis de Mitterrand.

arrivait avec le papier signé, lâchant sur tout ce qui était demandé... Au phénol, le leçon de cette lutte a été tirée. Les gars ont compris qu'unis, organisés, ils étaient beaucoup plus forts.

« PLUS ON EST NOMBREUX, MIEUX ON EST ECOUTE »

Aujourd'hui, tout le monde participe à l'action et cela dès le début. Pour lancer la lutte, chaque équipe s'est réunie d'abord en assemblée générale, séparément. Puis, à partir du mardi 14, à 4 h du matin, une AG des 4 équipes a réuni l'ensemble des postes, de l'ouvrier au chef de poste. Chaque jour à 11 h, se tient une assemblée générale, seule habilitée à décider de l'action.

Cette lutte, c'est celle de tous. Au bas du cahier de revendications, une note : « cahier de revendications déposé par les travailleurs de phénol-acétone et Cuménès, soutenus par les délégués du personnel CGT et CFDT... ». Dans tous les pourparlers avec la direction, les délégués iront, accompagnés de quelques uns d'entre nous, travailleurs du rang. A la première entrevue, la direction n'a pas du tout apprécié ! C'est pourtant beaucoup mieux ainsi : dans ce genre de réunion, plus on est nombreux, mieux on est écouté et plus on est respecté.

Maintenant, on prépare la suite. L'information est décisive car notre action est restée limitée à un secteur de l'usine ; et pour éviter l'isolement, il faut que nous expliquions le sens de notre mouvement. Ce sera à l'assemblée générale d'en décider.

Nous avons aussi pris contact avec des travailleurs de Roussillon pour qu'ils refusent toute augmentation de la production (Rhône Poulenc Roussillon et Rhône Progil Pont-de-Claix sont les seules unités qui fabriquent du phénol et de l'acétone en France). De ce fait, le patron ne peut compter sur Roussillon pour nous diviser, pour affaiblir notre lutte et honorer les commandes. Il doit céder.

Correspondant Progil

ils ne respectent pas la trêve



NOVACEL-ALIZAY : 14ème JOUR DE GREVE

● Le 8 mai, 6 grévistes — dont 4 représentants élus du personnel — ont été assignés en référé et condamnés à quitter les lieux avec menace d'intervention des « forces de l'ordre ». Le préfet a confirmé la menace. Une délégation de grévistes s'est rendue au siège de Paris ; mais la direction générale a refusé d'entamer les négociations. Une explication de la grève par mégaphone au restaurant de l'entreprise de Paris, avec distribution de tracts et banderoles, a été bien accueillie. Le même travail d'information a été réalisé à l'usine de Novacel-Déville. Plusieurs usines sont prêtes à nous aider activement en cas de coup dur. Ce matin, l'AG des grévistes a décidé à l'unanimité d'ouvrir les portes de l'usine au personnel Novacel non-gréviste dans l'espoir d'un déblocage du conflit. D'autre part, la direction départementale de la main d'œuvre a convoqué la direction générale pour engager immédiatement les négociations. Nous attendons la réponse. Le travail de popularisation continue et nous avons de nombreux contacts avec d'autres sections syndicales et d'autres entreprises.

La solidarité financière devient de plus en plus nécessaire.

Crédit agricole de Pont de l'Arche
Section syndicale CFDT Novacel
N°231.836.V

NOUVELLE SOCIETE ROMANAISE : OCCUPATION DES LOCAUX

● C'était l'été 73, les travailleurs de la chaussure de Romans étaient entrés en lutte contre les licenciements et la fermeture de l'usine Salamander.

José Bidegain est intervenu pour signer un accord qualifié à l'époque d'exemple :

— réembauchage de tous les travailleurs dans le « Nouvelle Société Romanaise »
— salaires à discuter en février 74.

Depuis le ton a changé : à la veille du démarrage de la nouvelle entreprise (prévu le 2 mai), les travailleurs n'avaient reçu aucune assurance sur l'emploi, malgré le départ « volontaire » de la moitié d'entre eux. Et voilà, qu'on leur apprend que les salaires de réembauchage seront basés sur le minimum national de la branche. Ce qui signifie pour les travailleurs de l'ex-Salamander une perte de salaire de 10 à 50 % sur ceux d'octobre 73.

Dans ces conditions, personne n'a voulu reprendre le travail le 2 mai. Les ouvriers ont décidé l'occupation des locaux nuit et jour. La popularisation et le soutien s'organisent.

LA COLOMBIA (Issy) : GREVE POUR 150 F POUR TOUS

● Une centaine d'ouvriers, des salaires très bas...

Il y a quelques mois, à l'initiative de quelques travailleurs combattifs, une section syndicale CFDT se créait... regroupant aussitôt une quarantaine de travailleurs.

Ces derniers jours, le nouveau patron (« René » a repris l'entreprise le mois dernier), expliquait que de graves difficultés financières ne lui permettaient pas de satisfaire les revendications déposées par les délégués...

Vérification faite, l'entreprise ne peut même pas honorer toutes les commandes qui lui sont passées...

Mercredi, les travailleurs décidaient en AG à la quasi unanimité, la grève avec occupation des locaux, pour « 150 F d'augmentation immédiate pour tous » !

La lutte continue !

COMMUNIQUE INTER-LANGUES

● Le personnel d'Interlangues, 12, rue de la montagne Sainte Geneviève Paris 5ème est en grève depuis le lundi matin 6 mai : La grève a été provoquée par la décision arbitraire du patron de déménager l'entreprise dans un délai de quinze jours, ce qui signifie un changement important et sans préavis, des conditions de travail et par la mise à pied du délégué syndical.

Les raisons fondamentales de la grève sont :

- le refus de négocier par le canal du délégué syndical à deux reprises.
- pas de sécurité de l'emploi, pas de contrats de travail.
- la gestion aberrante et sans aucune consultation ni information sérieuses du Comité d'Entreprise.

Le personnel en grève d'Interlangues ne reprendra le travail qu'après l'obtention de garanties écrites et signées par le patron et le délégué syndical sur les points mentionnés ci-dessus et à condition que le délégué syndical soit réintégré.

Des membres du Comité d'Entreprise.

COMMUNIQUE PTT

● (...) Giscard d'Estaing, hier l'homme de la droite la plus anti-ouvrière, le restera demain s'il est élu président.

Dans les PTT, aucun agent, aucun cadre ne peut soutenir une telle politique. Ce qui veut dire que Giscard d'Estaing ne doit pas pouvoir compter sur leurs voix.

Dans ce combat de classes entre la droite et la gauche, entre exploités et exploités, la CFDT-PTT, le 19 mai comme le 5 mai, choisit son camp. Le 39ème Congrès de la fédération CFDT-PTT, réuni à Lorient du 14 au 18 mai 1974 :

* considère que depuis 16 ans, jamais les travailleurs n'ont été aussi proches de mettre un terme à un pouvoir qui n'a cessé de les exploiter et qu'ils ont su affaiblir par leurs luttes ;

* appelle l'ensemble des travailleurs des PTT à contribuer le dimanche 19 mai à la défaite de Giscard d'Estaing et au succès de François Mitterrand, candidat de toutes les forces populaires.

Dès le 20 mai, les travailleurs doivent, en cas de victoire des forces populaires, la consolider et l'élargir en obtenant des changements significatifs.

Cette victoire des travailleurs sur les forces réactionnaires permettra de satisfaire les revendications les plus immédiates et d'ouvrir la voie au socialisme autogestionnaire, objectif de la CFDT.

Lorient, le 14 mai

Rhône-Progil Pont-de-Chaix

LES CADENCES DIVISEES PAR DEUX

Mardi 14 mai à 4 heures, les travailleurs de l'atelier phénol-acétone décident en assemblée générale de contrôler eux-mêmes la production afin d'obtenir satisfaction sur leurs revendications : revalorisation des classifications, augmentation des effectifs. Inaugurant par là-même une nouvelle forme de lutte, ils réduisent de moitié leurs cadences et rédigent leur cahier de revendications.

Cette réduction de moitié des cadences permet d'éviter un lock-out d'autres secteurs de l'entreprise (qui risquerait de monter les travailleurs mis à pied par la direction contre les travailleurs de phénol-acétone. Actuellement aucun camion ne sort. La direction ne peut pas honorer ses commandes d'acétone et de phénol, qui sont très importantes en ce moment.

UNE PREMIERE LUTTE VICTORIEUSE

En mars 73, l'atelier phénol-

acétone avait déjà bougé. Un incident technique avait obligé la direction à arrêter l'atelier. Les ouvriers qui étaient alors en 4/8 étaient passés à la journée. Conséquence : la suppression des primes de postes, c'est à dire une sensible perte de salaire.

Devant cette attaque, dont la direction faisait une « question de principe », nous avons répondu par la grève : tous les jours, au vestiaire, se tenait une assemblée générale : tous les jours, le chef de groupe venait faire des propositions qui étaient régulièrement repoussées à l'unanimité.

L'atelier refusait toujours de redémarrer : « Notre principe à nous, c'est que nous ne reprendrons pas tant que nous n'aurons pas l'intégralité de notre salaire et la garantie pour l'avenir de toucher nos primes de poste, en cas de passage à la journée. De plus, nous n'avons aucune confiance dans la parole des patrons : nous voulons un papier signé de votre main ».

L'atelier devait démarrer à midi. A midi moins cinq, le chef de service



LA MISE EN PLACE D'UN GOUVERNEMENT DE COALITION

Le général Antonio de Spínola a été investi de la charge de Président de la République du Portugal jeudi à 16 heures par le chef d'Etat-major des forces armées, le général Costa Gomes. La formation du gouvernement provisoire est intervenue quelques heures après la cérémonie d'investiture au château de QUELUZ, le Versailles portugais.

La composition de ce gouvernement appelle plusieurs remarques : La chute de Caetano, la désarticulation sinon la destruction d'une partie de l'appareil d'Etat (Police politique) et le formidable essor du mouvement de masse provoqué par le coup d'Etat sont intervenues alors que la bourgeoisie portugaise et son aîné la plus dynamique ne disposait pas d'un parti capable d'assurer seul la relève.

La bourgeoisie portugaise se fixe 4 objectifs immédiats et la composition du gouvernement indique en filigrane les tactiques que va mettre en œuvre la fraction la plus avancée du grand capital lusitanien pour parvenir à ses fins.

LA QUESTION COLONIALE

Le règlement de la question coloniale qui fut à la base du mouvement de révolte dans l'armée reste aujourd'hui l'une des questions les plus brûlantes de l'actualité. Non parce que c'est en Afrique que se joue le sort de la bourgeoisie portugaise, mais parce que la place occupée par ce problème dans les événements qui ont mis fin au règne de Caetano a été décisive.

Deux orientations se dégagent : celle de la gauche qui réclame l'ouverture immédiate des négociations avec les mouvements de libération africains pour conclure un cessez-le-feu et déboucher sur l'accession à l'indépendance de la Guinée-Bissau, de l'Angola et du Mozambique.

Face à cette perspective, Spínola retrouve les accents gaulliens de « la paix des braves braves » et du « dernier quart d'heure ». « Pas de capitulation, pas de précipitation », Spínola pense sans doute qu'en accentuant quelques temps encore les opérations militaires et les manœuvres politiques de dégagement de 3^{ème} force sur le terrain, l'impérialisme portugais sera en mesure d'assurer au mieux de ses intérêts, le passage du colonialisme au néo-colonialisme. Rien ne manque dans cette tactique gaullienne de Spínola, y compris les menaces de sécession blanche que Peyrefitte avait déjà agité à son heure sur la question

saharienne. Mais le rapport de forces militaire et politique est beaucoup plus défavorable aujourd'hui pour Spínola. La résistance algérienne n'avait pas réussi à constituer des zones libérées.

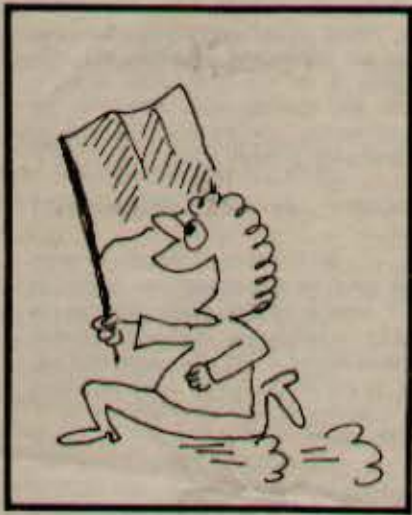
La nomination de Mario Soarès au Ministère des Affaires étrangères (PS), montre comment Spínola entend utiliser la caution « démocratique » du PS pour mener à bien le redéploiement néo-colonial en Afrique ainsi que la normalisation des rapports avec les Etats membres du Marché commun, rapports décisifs pour l'évolution de la situation économique portugaise... Avec Soarès aux Affaires Etrangères et un autre socialiste chargé des colonies, la bourgeoisie portugaise entend devenir l'intermédiaire privilégiée entre les bourgeoisies européennes de MM. Wilson, Schmidt et demain peut-être Mitterrand et les marchés coloniaux.

RECONSTRUIRE L'APPAREIL DE REPRESSION

Mais le coup d'Etat et l'essor du mouvement de masse ont profondément désorganisé l'appareil de répression bourgeois : la police politique est disloquée (au niveau du personnel, pas des fichiers), l'armée est touchée : les marins défilent avec les drapeaux rouges et les militaires manifestent contre leur départ en Afrique. L'armée, malgré la radicalisation, qui touche certaines de ses couches (contingent et capitaines appelés) reste le dernier maillon de la domination bourgeoise. On comprend pourquoi Spínola a confié le ministère de la Défense à un militaire le colonel MARIO FERRINO MIGUEL. La normalisation au sein des forces armées sera la pierre de touche de la reconstruction de l'appareil de répression bourgeois.

EDIFIER UN PARTI BOURGEOIS REPRESENTATIF

Mais la bourgeoisie portugaise, face à l'essor du mouvement de masse qui a suivi la chute de Caetano n'a pas encore choisi la voie de l'épreuve de force directe et de la mise en place d'une dictature ouverte dont elle a pu mesurer les défauts depuis quelques années. La fraction la plus avancée du capital lusitanien s'est investie derrière le Parti populaire démocrate de Sa Carneiro. Malgré sa faiblesse numérique, ce



parti s'est taillé la part du lion dans le gouvernement. Sa Carneiro est ministre d'Etat et c'est un membre du PPD. Magalhães ROOTA qui est ministre de l'Intérieur. Ce ministère est, ou un poste-clé pour la double tâche que s'est fixée la bourgeoisie portugaise : reconstruction de l'appareil de répression et constitution d'un appareil politique bourgeois, c'est-à-dire d'un parti bourgeois représentatif.

LE ROLE DU PC PORTUGAIS

Et c'est pour assurer cette opération de repléage de l'Etat bourgeois et de retour à l'ordre que Spínola est allé chercher le PC portugais. Le secrétaire général du PC portugais, Alvaro Cunhal, est ministre d'Etat sans portefeuille — et bien sûr, le ministère du Travail est confié à un membre du PC, M. Pacheco Gonçalves. Aujourd'hui, la bourgeoisie portugaise remet son sort entre les mains du PC. Spínola sait qu'il ne peut utiliser pour l'heure encore l'armée contre le mouvement populaire. La troupe, qui défile le poing levé, qui constitue des comités de marins sur les navires, n'est pas prête à marcher sur les traces de Pinochet. La bourgeoisie portugaise fait donc entre les ministres PC au gouvernement en espérant que les stalinien, au nom de l'Union nationale, sauront empêcher la classe ouvrière de franchir le pas vers la révolution.

Mais la politique de collaboration de classe du PC va très vite le mener à la même impasse que le PC français à la Libération. S'il joue le jeu de la solidarité gouvernementale : dans un premier temps, il sera obligé de confronter avec la montée du mouvement de masse et s'il parvient à le briser, il sera rejeté par une bourgeoisie raffermie et consolidée.

Sinon, Spínola entamera l'épreuve de force pour briser par la force le mouvement populaire.

La course de vitesse est engagée entre la bourgeoisie et la classe ouvrière du Portugal.

Le mouvement de grève avec occupation des usines s'étend sur tout le territoire (usines Timex près de Lisbonne, Austin à Setubal, Firestone, Sandoz et Pfizer à Lisbonne.) Déclenchées pour des revendications salariales elles débouchaient sur la remise en cause de la domination capitaliste du travail, sur le contrôle ouvrier.

Le Portugal est à la croisée des chemins.

M.R.

TOM-DOM

GISCARD MON COLON

Bien que limité par la vigilance populaire, le système est rodé. **Morts qui votent** : il y a deux ans, ils étaient 15.000, pas moins, inscrits sur les listes électorales à la Réunion, département de Debré. **Urnes volées** : en Guadeloupe, lors des législatives de 1973, un maire UDR, déçu par le scrutin, fit enlever du bureau de vote par la police l'urne et l'installa tout bonnement chez lui. **Votes groupés** : à Djibouti, moyennant quelques garanties alimentaires ou trébuchantes, les chefs d'une tribu votent UDR au nom de tous les membres de leur communauté ! **Distribution de vivres** à l'entrée des bureaux de vote. **Intimidations** : ainsi, à la Réunion, ou, sans raison aucune, d'importantes forces de gendarmerie ont investi, le 8 mai, le village de Fleurimont, perquisitionné à une heure illégale, arrêté une trentaine de personnes, village, qui, comme par hasard avait massivement voté Mitterrand au premier tour. Enfin, **menaces physiques** contre les militants anti-colonialistes. Ainsi, à la Réunion encore, Debré fait vraiment du zèle, Paul Vergès, secrétaire général du PC réunionnais, a échappé le 10 mai de justesse à un attentat, alors qu'il était en compagnie d'un des fils de Mitterrand.

Voilà pour la coulisse. Sur le devant de la scène, le candidat Giscard prodigue promesses et sourires, accompagnés d'un refrain sans ambiguïté : les TOM-DOM resteront à la France, ils « font partie de la République ». Et de se lancer lors d'une déclaration le 9 mai, dans une description idyllique de la situation des peuples des

TOM-DOM. Idyllique et mensongère : dans les colonies françaises plus de 60 % de la population active est au chômage partiel ou total, la vie est 40 % plus chère qu'en France ; le revenu moyen est le quart de celui de la métropole ; de janvier à octobre 1973, en Martinique, le prix du riz a cru de 150 %, celui du pain de 16 %, de l'huile de 35 %, des œufs de 30 % ; enfin chaque année plus de 10.000 jeunes des DOM sont poussés par le colonialisme à s'expatrier.

Giscard connaît ce bilan sans appel. Et il ne s'en émeut pas outre mesure car il défend les intérêts de ceux qui ont profité de ce véritable pillage : les colons. Quelques pour cent de la population véritable lobby lié à quelques sociétés françaises étendant partout leur influence de l'administration coloniale aux banques en passant par la propriété du sol. La Martinique 3 % de la population, les blancs créoles, possède 60 % du sol. En Guadeloupe, 47 % de la surface cultivée appartient à 13 usines sucrières.

En défendant ces intérêts, Giscard défend sa propre fortune. En effet, la richesse de sa famille vient avant tout des marchés coloniaux. Son père Edmond, fut l'administrateur de 20 sociétés liées à la Banques d'Indochine. Et également principal animateur du Comité central d'empire, aujourd'hui Comité central du Rayonnement français, groupe de pression des grandes affaires coloniales de l'impérialisme florissant. Comme par hasard, les locaux électoraux de Giscard, dans le 8ème, sont le siège de ce mystérieux « Comité central ». Ben, mon colon !

CHEZ DEBRE LE FRAUDEUR

Nous sommes à la Réunion, fief de Debré, l'homme des colons et de la fraude. Trois instituteurs, M. et Mme Saint-Marc et M. Phaire sont suspendus de leurs fonctions depuis le 23 mars 1974. De graves sanctions sont envisagées à leur égard. Leur faute ? Avoir participé à un **comité « anti-fraudes »** dans la commune de ST Paul, où les élections avaient été annulées en 1971. Leur grande faute ? Avoir en plus figuré sur la liste conduite par Paul Vergès, secrétaire du PC Réunionnais, qui s'opposait à celle du maire UDR Paul Bernard aux municipales de l'automne dernier. Le copain à Debré l'emporte.

Et depuis ce sont les basses vengeances. Octobre 73, l'école des

trois enseignants est incendiée. Novembre 73 : un cocktail molotov provoque un début d'incendie chez M. et Mme Saint-Marc. Janvier-Février 1974, le maire UDR reconduit freine la reconstruction et l'aménagement de l'école, ramassis de subversifs : pas de portes, pas de fenêtres, pas de lavabos, une classe fait office de cantine, etc. Début mars, l'écrasante majorité des parents d'élèves décident de ne plus envoyer leurs enfants à l'école. Le 20 mars, les trois enseignants décidaient de ne plus faire cours. Le 23 mars, ils étaient suspendus.

Et l'école occupée par la gendarmerie : pour surveiller les enfants peut-être ? N'est-ce pas Debré ?



aux quatre coins

LISBONNE

■ Deux cent mille travailleurs de l'industrie lainière menacent de se mettre en grève vendredi si la Fédération Nationale des industries lainières n'accepte pas les revendications des travailleurs de ce secteur, notamment une demande d'augmentation immédiate de mille escudos (200 F) par mois.

D'autre part, les employés de diverses compagnies de transports publics ont cessé de percevoir le montant des billets afin d'obtenir les augmentations de salaires qu'ils ont demandées. Enfin, le journal de Porto « Comercio de Porto » ne paraîtra pas aujourd'hui en raison d'une grève.

VERS UNE ELECTION SANS OPPOSITION A SAINT-DOMINGUE

■ Mercredi soir, à la veille de la date prévue pour les élections générales à Saint-Domingue, portant sur le renouvellement de la présidence, de la vice-présidence, des assemblées législatives et des conseils municipaux, la junte centrale électorale a fait savoir qu'elle maintenait sa décision de faire voter jeudi, bien qu'aucun parti d'opposition n'ait accepté de participer à ce scrutin.

Les partis d'opposition ont accusé la junte de ne pas avoir pris les mesures nécessaires pour assurer des élections libres et d'avoir refusé de libérer les prisonniers politiques et de laisser rentrer à Saint-Domingue les exilés politiques.

16 DIRIGEANTS DE L'A.N.C. ARRETES EN RHODESIE

■ Seize dirigeants du Conseil National Africain Rhodésien (ANC) ont été arrêtés à Headlands à environ 100 kilomètres à l'est de Salisbury, annonce une déclaration publiée mercredi soir à Salisbury par le secrétaire de l'ANC, M. Edson Sithole.

M. Sithole, qui précise qu'il a essayé en vain de prendre contact avec la police de Headlands, estime que les dirigeants de l'ANC ont sans doute été arrêtés en vertu des lois d'urgence.

GREVE DU PERSONNEL DE LA F.A.O.

■ Le personnel de l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.), dont le siège se trouve à Rome, a décidé mercredi

une grève de trois jours afin de bénéficier « des principaux droits syndicaux universellement reconnus ».

Dans un communiqué, le personnel précise que ces droits touchent la liberté d'association syndicale, la garantie de l'emploi et la négociation en matière de salaire. Il souligne que le mouvement, qui a débuté mercredi matin, n'a pas pour objet des augmentations de salaires.

Les employés qui s'occupent du programme d'aide pour la région africaine du Sahel ont été dispensés de suivre le mouvement.

LES CAPORAUX SUISSES A L'HONNEUR

■ L'armée suisse est satisfaite de ses caporaux, et a tenu à le faire savoir en publiant mercredi à Berne un communiqué à ce sujet.

Selon le communiqué, chaque caporal de l'infanterie motorisée administre pour 1,6 million de francs suisses de matériel, ce qui est considérable pour des hommes de 20 ans à peine.

Et en plus, ces caporaux font preuve d'un remarquable sens de la gestion puisque les pertes ne sont que de 2,36 francs par soldat.

LES TRAVAILLEURS DE LA VERRERIE DECIDENT DE LA POURSUITE DE LA GREVE

Le capitalisme belge n'échappe pas à la crise européenne. Alors que l'on assiste à une remontée des luttes de classe, le patronat, avec l'arrêt de l'expansion économique peut difficilement s'acheter la paix sociale, moyennant quelques concessions. L'objectif de la bourgeoisie est la mise en place d'un Etat fort remettant en cause les acquis sociaux des trente dernières années. Pour ce faire, elle doit d'abord museler le mouvement ouvrier, s'attaquer au droit de grève et aux libertés syndicales.

La politique des dirigeants réformistes ne s'en trouve pas facilitée, leur pratique de collaboration de classes se heurte aujourd'hui à la fois à la bourgeoisie et aux travailleurs qui n'entendent pas se laisser rogner leur niveau de vie sans réagir.

D'autre part, le fait que le PSB soit aujourd'hui dans l'opposition, laisse présager un gauchissement pour son prochain congrès. S'il importe de ne se faire aucune illusion, il est cependant impératif pour les militants révolutionnaires de savoir apprécier la situation actuelle et les possibilités nouvelles qu'elle leur offre.

Une tendance combative commence à apparaître tant à l'intérieur des grandes organisations que dans des petits groupes isolés effectuant un travail local. La stratégie du PC consiste à regrouper tous ces groupes afin d'imposer au PSB un accord, lequel ne pourrait se situer que sur le terrain du réformisme — et freinerait la prise de conscience anti-capitaliste de ces forces nouvelles. Nos camarades de la LRT proposent à celles-ci « un regroupement par un processus de discussion, d'unité et d'action sur la base d'objectifs de lutte anticapitalistes et d'un compromis limité sur le débat stratégique ».

C'est dans ce contexte social et politique que s'insère la grève des ouvriers de la verrerie. Le mouvement est parti à la suite du licenciement d'un travailleur combattif à Multiplane (Charleroi) à la veille de négociations sur le cahier de revendications.

Les verriers de Charleroi ont immédiatement organisé la riposte : « Si le militant de Multiplane n'est pas réintégré pour le 8 mai, nous

déclancherons la grève pour sa réintégration immédiate en même temps que pour le cahier de revendications ».

Depuis 1932, c'est la première fois que se produit une grève régionale dans un secteur avec occupation, élection de comités de grève et leur coordination.

Le 6 mai, à Bruxelles, s'est tenue une réunion nationale commune des délégués FGFB et CSC pour discuter de l'organisation de la grève, le bilan de la grève de Gilly en 1973 (occupation et élection d'un comité de grève) y a été largement discuté.

Les travailleurs de la verrerie ont déjà gagné la première manche en obtenant mardi la réintégration immédiate et sans condition de leur camarade de Multiplane. Ce préalable étant acquis, un référendum a été organisé dans la journée de mercredi, pour ou contre la poursuite de la lutte sur le vu des concessions patronales : 65 centimes au premier mai et 25 en novembre. Les revendications des travailleurs de la verrerie portent à la fois sur des augmentations de salaire égales pour tous avec néanmoins un supplément pour les bas salaires, sur les 40 heures immédiates et sur des clauses de garantie en fonction de la hausse des prix.

Les résultats de ce référendum montrent bien la combativité qui règne dans la région de Charleroi : 64,10 % des travailleurs se sont prononcés pour la continuation de la lutte dans les trois secteurs de la verrerie. Une discussion s'est engagée alors du fait que selon les statuts de la Confédération Générale, une majorité de 66 % est nécessaire pour lancer ou continuer une grève. La volonté et la combativité des grévistes étaient telles que les permanents syndicaux n'ont pas invoqué cette clause. Aujourd'hui, c'est oric tout le secteur verrier de la région qui est en lutte, uni sur ses revendications et bien décidé à les faire aboutir.

Une manifestation a eu lieu hier à Gilly, à l'appel des grévistes.

La structuration en comités de grève fédérés régionalement ne peut qu'aller dans le sens d'une plus grande unité et donc d'une plus grande force.



LE COMPROMIS OBTENU AU PARLEMENT DANOIS SUR LES PROJETS ECONOMIQUES

Le premier ministre danois, M. Poul Hartling, s'est félicité mercredi soir du compromis intervenu en extremis dans la journée entre six partis du Folketing (parlement) qui permettra l'adoption des projets de lois d'assainissement de l'économie proposés par le gouvernement minoritaire libéral agrarien de droite.

Ce compromis, qui réunit 106 des 179 députés danois, prévoit par ailleurs que les partis engagés oeuvreront pour faire adopter ultérieurement des réductions de 5 milliards de couronnes dans les dépenses de l'Etat en 1975. Il contient également une promesse de réforme fiscale pour l'année prochaine, visant à alléger les impôts pour les contribuables gagnant moins de 80.000 couronnes par an.

Ce compromis a pu être réalisé après que le second parti danois, le parti du progrès, qui compte 28 sièges au parlement, eut obtenu, en marge des projets gouvernementaux, la suppression d'une taxe de 2,5 % sur les ventes d'immeubles et de petites maisons d'habitation.

Les observateurs au Danemark s'attendent à ce que les ouvriers entament un mouvement de pro-

testation et de manifestations contre l'adoption des projets économiques gouvernementaux.

Environ 1400 ouvriers des usines brasseries Carlsberg à Copenhague ont déjà cessé le travail dès mercredi soir en signe de protestation contre le compromis réalisé au parlement.

Des milliers d'ouvriers d'un très grand nombre d'entreprises font grève dans tout le Danemark pour protester contre l'augmentation des impôts indirects adoptée jeudi par le Folketing, parlement danois.

Plusieurs journaux ne paraissent pas aujourd'hui en raison de la grève du personnel technique. Il s'agit notamment des trois plus grands quotidiens du pays.

TENTATIVE D'ATTENTAT CONTRE PINOCHET ?

Six chiliens qui, selon les autorités argentines, s'approprièrent à commettre un attentat contre le général chilien Augusto Pinochet, actuellement en visite à Asuncion, ont été arrêtés au Paraguay, a annoncé l'agence d'information argentine.

Selon l'agence de presse, les six chiliens qui tentaient de pénétrer dans la soirée au Paraguay avec

Israël LA RESPONSABILITE DE L'ETAT SIONISTE

La réaction sioniste a choisi de sacrifier 20 enfants israéliens, plutôt que de relâcher 20 prisonniers palestiniens. Mais l'action du commando FDPLP ne peut que ressouder et nourrir le fanatisme sioniste. C'est en tant qu'erreur politique qu'elle doit être condamnée.

L'opération du commando du FDPLP à Maalot s'est terminée par le massacre au sein de l'école des 3 combattants palestiniens et d'une vingtaine d'enfants. La presse bourgeoise titre :

« Le massacre des innocents » (Le Guardian, le Daily Express)

« Les enfants d'Israël paient de leur sang » (Daily Mail)

« Barbare nihiliste et explosion de fanatisme aveugle » (Il Popolo)

« L'affreux massacre des écoles de Maalot » (L'aurore)

« L'école de la haine » (Le Quotidien de Paris).

Mettre l'accent sur l'issue tragique de cet événement ne règle pas le problème des responsabilités; et surtout ne permet pas de comprendre. L'origine de la lutte actuelle, c'est l'oppression du peuple palestinien et des peuples arabes dues à la colonisation des territoires arabes par l'état sioniste. Le gouvernement israélien a une longue habitude du terrorisme sans remonter au massacre du village de Der Yassine en 1948, à toutes les expulsions, dynamitage de maisons, nous pouvons faire un panorama de ces derniers temps. L'assassinat de dirigeants de l'OLP, Mahmoud Hamshari, Mohamed Boudra,

Wael Zouarier, d'un responsable du Fath à Chypre, d'un autre dirigeant en Suède, le mitraillage du boeing libyen qui coûta la vie à plus de 100 personnes, les attaques contre les villages du sud Liban qui se terminent régulièrement par la mort de civils, le détournement d'un avion de ligne, tous ces actes les sionistes préfèrent que l'on n'en parle pas. Mais les conditions des palestiniens, c'est cela la véritable violence, la violence de chaque jour depuis plus de 26 ans.

MAALOT

Face à cette violence, face à l'isolement du combat des palestiniens pour leurs justes droits la résistance a engagé le combat.

Nous pouvons condamner leur analyse politique et juger inefficace ou nuisible à leur cause certains de leurs actes. Mais nous comprenons leur combat et devons les défendre face aux hurlements des bonnes âmes.

Mercredi, l'armée israélienne a décidé sciemment, froidement, d'investir l'école de Maalot. Le commando du FDPLP avait proposé un échange des otages contre 23 prisonniers palestiniens en Israël. Les com-

muniés, les déclarations des militants du FDPLP montraient leur ferme volonté d'aboutir. Le gouvernement israélien en a décidé autrement. La vie des enfants ne l'a pas fait reculer. Pas plus que 26 ans de combat du peuple palestinien pour sa liberté.

UNE ACTION QUI NUIT A SA CAUSE

Parce que les actions de commando ne sont pas efficaces pour reconstruire un mouvement de masse anti-impérialiste et anti-sioniste au Moyen-Orient, parce que toutes les forces doivent être mobilisées pour faire échec à la conférence de capitulation de Genève, nous sommes en désaccord avec cette action.

Parce que la prise d'enfants comme otages ne sert pas la cause palestinienne, dans l'opinion publique mondiale, mais aussi au sein des travailleurs juifs en Israël (qui devront pourtant être un allié du mouvement de libération nationale arabe pour que la révolution soit victorieuse) nous pensons qu'il faut s'orienter vers d'autres actions et activistes.

Mais tout cela ne nous fera jamais oublier que les responsables sont ceux qui ont permis l'installation d'un état colonialiste et impérialiste, et qui le soutiennent encore aujourd'hui. Les palestiniens opprimés ont le droit de leur côté. Nous les appuyons dans leur lutte de libération.

QU'EST-CE QUE LA RESISTANCE PALESTINIENNE

Mais qu'est-ce que la Résistance palestinienne ? Beaucoup nous le demandent, en ne comprenant ni ses objectifs, ni ce que sont les différentes organisations qui la composent.

Depuis 1965, est né un nouveau mouvement au sein du peuple palestinien. Nouveau par rapport à celui qui, passif, attendait que les régimes arabes engagent une lutte résolue contre l'Etat sioniste. Mais des militants nationalistes, peu nombreux à l'origine, décidèrent de prendre leurs affaires en main et de commencer la lutte armée. Cela donc en 65, ils créent l'organisation FATH.

La guerre de juin 67 met en relief aux yeux de larges masses l'incapacité des régimes arabes dits progressistes de lutter efficacement contre le sionisme. Cette guerre a ouvert une période de 67 à 70 pendant laquelle la Résistance palestinienne s'est développée au sein du peuple palestinien et a mobilisé de larges couches dans les pays arabes. Le Fath a alors acquis l'hégémonie qu'il détient encore aujourd'hui au sein de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP). Mais de nouvelles tendances sont apparues, les

plus significatives devant des divers mouvements nationalistes : soit liés au Baas au pouvoir en Syrie, il s'agit de l'organisation palestinienne Saika ; soit liés à la section palestinienne du Mouvement des nationalistes arabes, il s'agit du Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP) dont le principal porte-parole est Georges Habbache et du Front Populaire et Démocratique de Libération (FP-DLP) de Nayef Hawatmeh. Ces deux dernières organisations se réclament du marxisme. Au cours de la période 67-70, elles ont représenté un pôle d'extrême gauche au sein de la Résistance et en particulier le FPDLP.

Mais depuis septembre 70, depuis que Hussein de Jordanie a massacré les Palestiniens, aucune des principales organisations de la Résistance n'a véritablement tiré les leçons de ces événements. Alors qu'elles pouvaient, grâce à leur audience énorme dans les masses arabes, s'engager dans un travail visant à mobiliser l'ensemble des masses arabes dans le combat anti-impérialiste et anti-sioniste, elles se sont fourvoyées dans une impasse : la collaboration avec les régimes bourgeois arabes.

Alors, des groupes de militants

ont tenté de trouver une autre issue, une autre voie pour faire progresser la révolution palestinienne ; certains se sont tournés vers les actions armées, minoritaires, coupées d'un travail prolongé dans les masses. C'est une impasse aussi, qui mène certes parfois à certains succès, ne serait-ce que de rappeler à la bonne conscience du monde que le peuple palestinien ne saurait accepter d'être rayé de la carte. Mais qui n'offre pas de perspective à tous ceux qui veulent éviter la capitulation.

Or, aujourd'hui s'est ouverte une nouvelle ère pour le peuple palestinien : les directions de la Résistance s'apprentent à capituler à la réunion qu'elles tiendront début juin. A participer à la conférence de Genève pour accepter le plan dit de paix de l'impérialisme et de la bureaucratie soviétique. A accepter un bout de territoire pour, en contre partie, cesser la lutte anti-sioniste et démobiliser les masses arabes. En ce sens, et quelles que soient les réserves que nous faisons quant à l'efficacité réelle de certaines actions, nous comprenons fort bien les militants et les groupes qui veulent enrayer le processus de capitulation, même par des actions désespérées.

de faux papiers d'identité ont été arrêtés à Puerto Stroessner, à la frontière entre l'Argentine, le Paraguay et le Brésil.

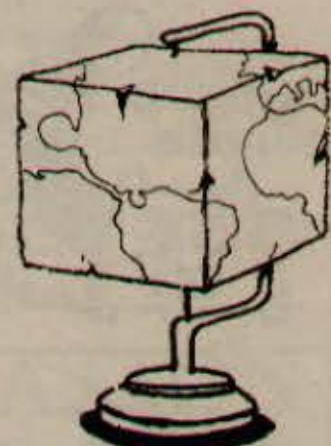
LES BAGNES CHILIENS

Un premier groupe de 123 « délinquants de droit commun » a été envoyé mercredi à Pisagua à l'extrémité nord du Chili où ils seront astreints pendant un an à des travaux publics, a annoncé le chef de la police civile, le général Ernesto Baeza.

LES GUERRILLAS EN COLOMBIE

Trois soldats ont été tués et deux autres blessés mercredi à Achi, dans la région de Yari, au nord-ouest du pays, dans une embuscade tendue par des guerilleros, apprend-on de source officielle à Bogota.

Selon la quatrième brigade militaire de Medellín, capitale de la province d'Antioquia, les guerilleros appartiendraient à « l'Armée de Libération Nationale » (ELN, de tendance castriste). D'après des informations non confirmées, l'attaque aurait été dirigée par Fabio Vasquez Castano, principal dirigeant de l'ELN, dont les effectifs avaient été anéantis dans la région en octobre dernier à la suite d'une vaste opération militaire.



aux quatre coins

ON DEMANDE APPRENTIS PINOCHET BIGEARD FERA-T-IL L'AFFAIRE ?

● L'an passé, pendant le mouvement de la jeunesse contre la loi Debré, un ministre avait lâché : « il faudrait leur envoyer Bigeard ! ». Lorsque, débarquant de Madagascar, il fut nommé au poste d'adjoint au gouverneur militaire de Paris, en juin 1973, quelques sourcils libéraux se froncèrent (J. Fauvet dans « Le Monde » du 22.6.73).

Il quitta bien vite cette fonction sans doute trop voyante, pour celle de commandant de la IV^{ème} région militaire à Bordeaux, au mois d'avril de cette année... En réserve de la République bourgeoise, comme qui dirait !

Depuis, la grande presse nationale ou locale commence à créer une « popularité » au bonhomme, en restant discrète sur ses faits d'armes passés :

— un rien démagogue... Dans un interview à « Paris-Match » à l'occasion de sa prise de fonction à Bordeaux, le para déclare, entre deux footings pour garder la forme : « Je sais que les gauchistes ont organisé des manifestations contre ma venue, qu'ils viennent me voir, je suis prêt à discuter avec eux... » — soldat méritant, sorti du rang... L'article que « Sud-Ouest » consacre à son arrivée officielle sanglote d'admiration pour la courageuse action du « sous-off » dans la Résistance. Mais apparemment, ce « baroudeur hors série » n'a jamais posé ses godillots ni en Indochine, ni en Algérie...

— pas fier et près du peuple... Le même « Sud-Ouest » fait l'honneur d'un reportage à une marche d'entraînement dans les dunes de la côte atlantique : Bigeard en treillis, et quelques bidasses, se montre bien sûr le meilleur marcheur, partage fraternellement le casse-croûte sur le sable, et pour conclure ce numéro, « il pique une tête dans l'océan glacé (songez donc, en plein mois d'avril) ».

D'ailleurs le brav' général ne dédaigne pas de se mêler incognito à la foule de sa bonne ville de Bordeaux : on peut le voir flâner en civil, gauloise au bec, dans les rues populaires du samedi après-midi. Des passants le reconnaîtront-ils ? Le photographe de « Sud-Ouest » sera là, n'en doutons pas...

— et surtout, toujours prêt... « A 58 ans j'ai toujours mes illusions de 20 ans, et je suis toujours disponible », déclare-t-il à une réception d'anciens combattants. Disponible pour quoi faire ? Le baroudeur hors série ne l'a pas confié à « Sud-Ouest ».

En attendant mieux, Bigeard-lacasquette a sous sa haute autorité les bases de parachutistes de Pau et

Bayonne, qu'on entraîne d'arrachepied aux manœuvres anti-subversives, et dont certaines unités se seraient envolées discrètement vers le Niger, suite au récent coup d'Etat dans ce pays...

Par ailleurs, l'ancien adjoint de Massu-la-Torture à Alger peut être fier de résider dans une ville pilote de la répression militaire. A Gradignan, localité proche de Bordeaux, la maison d'arrêt du département est réputée « prison modèle ». En tout cas, elle tend à devenir une prison militaire : une bonne centaine de détenus sont des insoumis, des objecteurs ou des soldats déserteurs. Ils purgent les peines infligées par le Tribunal Permanent des Forces Armées (TPFA) de Bordeaux, ou attendent sans jugement pendant des mois de détention provisoire.

Ces détenus « militaires » forment la majorité de la population « jeune » de la prison.

Le TPFA de Bordeaux devient un des plus sévères de France : tous les vendredis matin, les « juges » galonnés infligent tranquillement des années de prison ferme dans les conditions que l'on imagine. Depuis quelques mois, juges surenchérissement systématiquement sur les peines demandées par le commissaire du gouvernement, comme celles-ci sont déjà salées, le maximum devient la règle pour des juges exaspérés par la multiplication des procès d'anti-militaristes.

De tout cela, « Sud-Ouest » ne souffle mot, trop occupé sans doute les pique-nique du général Bigeard.

Une manif fut appelée le 6 avril par le CDA et le CSOC, et interdite par le préfet de région Doustin : super-quadrillage policier, une centaine d'embarquements...



TOULON LES GENERAUX PARADENT, LA JEUNESSE DESCEND DANS LA RUE

● Mercredi, les marins de Toulon ont eu l'honneur de la visite du chef des Armées François Maurin, venu parader avec le contre-amiral Bresseur-Kermadec, préfet maritime. Il a notamment pris un repas sur le navire « D'Estrées », repas sans doute plus raffiné que celui des 4 marins toujours enfermés à la prison « Castigneau » de Toulon. Depuis 3 semaines, ils sont au secret, c'est à dire totalement isolés. Le beau spectacle donné par le chef des armées n'a pas fait oublier aux marins les fouilles et l'ouverture systématique du courrier. Elle ne leur a pas fait oublier un règlement draconien qui punit de 30 jours de prison une réclamation collective, de 60 jours la désobéissance à un ordre donné, de 30 jours une absence de un à six jours et éventuellement du baigne de fort Aiton dans les Hautes-Alpes. Le Comité pour la libération des marins a diffusé mercredi soir un tract aux

ouvriers de l'Arsenal appelant à la manifestation du 25 mai. En même temps, les militants du PC distribuaient un tract... de soutien à Mitterrand. Les trois partis de l'Union de la Gauche ont d'ailleurs publié un nouveau communiqué pour exiger la levée des sanctions, mais ils ne voient aucun autre salut pour les emprisonnés que... la victoire de Mitterrand !

Le comité pour la libération des marins a saisi cette occasion pour proposer à l'Union de la Gauche un engagement plus concret et la participation à une réunion unitaire pour préparer la manifestation. Toutes les organisations démocratiques et ouvrières y sont d'ailleurs invitées et la CFDT a assuré qu'elle enverrait un observateur.

La riposte s'annonce donc bien. Tous place du Théâtre le 25 mai à 17 heures !

Libération immédiate des 4 marins !

LES MARINS EMPRISONNES ONT-ILS-ETE FRAPPES PENDANT LES INTERROGATOIRES ?

● La mobilisation se développe, mais les quatre marins sont toujours tenus au secret. Personne, jusqu'à présent, n'a pu les voir.

Du moins, au sujet de l'un d'entre eux, Denis Le Roy, des témoignages inquiétants circulent avec insistance parmi les marins.

Depuis son arrestation par la Gendarmerie Militaire, Denis n'a été revu qu'une seule fois : quand, « encadré » par les messieurs de la SM, il est venu chercher son paquetage. Il n'a pas été possible de communiquer avec lui à cette occasion : les chiens de garde veillaient. Mais ceux qui l'ont vu affirment qu'il portait des traces de coups sur le visage.

Tabassage en règle pour faciliter le passage aux aveux ? Nous ne l'affirmons pas, mais il y a de fortes présomptions.

D'autant plus que ce ne sont pas les précédents qui manquent. Tous les marins de Toulon racontent — et un bon nombre sans doute pour y être « passé » — que la SM n'hésite pas à agrémenter ses interrogatoires de coups de poing bien placés. Ne laissant pas de trace bien entendu. Question de savoir faire !

D'autant plus que la piétaille de la SM a un vieux compte à régler avec les marins de « Col Rouge », dont le N°1 s'est diffusé à son nez et à sa barbe.

Ces « bavures » qu'une hiérarchie « compréhensive » est prête à couvrir le cas échéant, ne doivent pas être tolérées.

Nous exigeons que toute la lumière soit faite sur les conditions de détention des marins !

Correspondant



« Y'A PAS D'SALLE ! »

■ A Perpignan, le CDA est honorablement connu. C'est lui qui a publié quelques révélations sur le 24^{ème} RIMA qui ont fait bien plaisir aux crevures locales.

C'est sans doute cette notoriété qui fait qu'il n'a pu trouver aucune salle pour les « 6 heures contre l'armée de guerre civile » qu'il organise samedi 18. Pas de salle municipale car cette réunion serait « de nature à troubler l'ordre public ». Pas de salle de ciné ou de paroisse car « on n'y fait pas de politique »...

N'empêche ! Les 6 heures se tiendront à la fac. Le CDA y révélera les résultats de son enquête sur les deux morts récents de Collioure et de Montlouis.

Une manifestation contre les 7 % est envisagée pour la semaine prochaine.

LES METHODES DES FLICS MILITAIRES

■ On se souvient que la semaine dernière Christian Dufresne, objecteur, passait en Tribunal des Forces Armées à Reuilly et était acquitté.

Le soir même, les flics militaire l'enlevaient. Pendant quatre jours, ses proches et amis l'ont cherché partout : à Duplex, dans les hôpitaux militaires parisiens. Rien ! Les crevures faisaient le black out. A Duplex même, on avait renforcé la garde, le piquet d'incendie, un camion était stationné en permanence face à la grille, avec une dizaine de bidasses et un stock de manches de pioches ! Sans doute de mauvais souvenirs mal digérés... Ainsi que l'avalanche de télégrammes et pneumatiques consécutive à son enlèvement.

Finalement, on a retrouvé Christian à la caserne Mortier. Il risque maintenant 2 ans de prison pour « refus de porter l'uniforme ».

LE SECRETAIRE DE LA COMMISSION DE LA DEFENSE NATIONALE DU SENAT FAVORABLE A M. MITTERRAND

■ M. Pierre Giraud, sénateur socialiste de Paris, secrétaire de la commission de la défense nationale du sénat se prononce pour la candidature de F. Mitterrand à la présidence de la République.

Dans un communiqué publié aujourd'hui, M. Giraud souligne que depuis des années le développement de la force de dissuasion « déséquilibre le budget de la défense nationale aux dépens de toutes les autres composantes de la défense. Les conditions de vie des militaires de carrière souffrent de l'insuffisance des soldes et indemnités qui devraient compenser leur sujétion particulière ».

« La liberté d'expression et la participation des militaires à la vie civile sont arbitrairement restreintes. C'est pourquoi, seul un profond changement de politique peut redresser cette situation et seul François Mitterrand en est capable » conclut le communiqué.

LES 4 DALTONS

■ Les 4 frères Willot ont été condamnés aujourd'hui par la 11^{ème} Chambre correctionnelle à

18 mois de prison avec sursis et 100.000 F d'amende pour J.P. Willot, un an avec sursis et 100.000 F pour Bernard Willot, 4 mois avec sursis et 20.000 F d'amendes pour chacun de deux autres frères, Antoine et Régis. Les peines sont dérisoires si l'on sait que les 4 Dalton de la bonnetterie avaient été inculpés d'abus de biens sociaux, d'abus de pouvoir, faux en écritures privées, majoration frauduleuse d'apports en nature, présentation de faux bilans et distribution de dividendes fictifs. En Cour d'Assises, il n'est pas rare de voir des jeunes condamnés à 5 ans de détention pour avoir volé 450 F. Mais les frères Willot ne sont pas du menu fretin. Ces industriels d'un groupe textile du Nord ont pris le contrôle dans des conditions irrégulières de la société « Saint Frère », du « Bon Marché », de la « Belle Jardinière ».

Et puis les frères Willot avaient des relations. Le conseiller juridique des frères Willot était M^{re} ROCHENOIR, inculpé dans l'affaire de la Garantie Foncière avec Rives-Henri et Frankel.

D'ailleurs ils avaient fait quelques fructueuses affaires avec cette société civile immobilière. Selon A. Jaubert, en deux ans, les frères Willot avaient revendu le patrimoine foncier du Bon Marché à la COFRAGIM qui la revendit à la Garantie Foncière : bénéfice : 3 milliards d'anciens francs.

■ C'est la banque Vernes, selon l'auteur de « D comme drogue », qui patronne certaines opérations douteuses des frères Willot. Ainsi, l'achat par la Garantie Foncière d'un terrain appartenant au grand magasin de la Belle Jardinière. Sur les 26 millions de nouveaux francs, 18 seulement entrèrent dans les caisses de la Belle Jardinière. Au fait, le PDG de la banque Vernes, plusieurs fois mis en cause pour des opérations immobilières du secteur Neuilly-Puteaux-La Défense, Jean-Marc Vernes est conseiller municipal de Neuilly dont le maire est Achille Perotti.

REQUETE DU CONSEIL MILITAIRE SUPREME NIGERIEN AUPRES DU GOUVERNEMENT FRANCAIS

■ Le Conseil militaire suprême des forces armées nigériennes demande au gouvernement français le départ dans les meilleurs délais du détachement français du 4^{ème} RIAOM stationné à Niamey.

ARRESTATION D'UN MEMBRE DE L'OLP

■ L'AFP annonce l'arrestation d'un membre de l'OLP mercredi soir à l'aéroport de Bruxelles. Il aurait eu l'intention de procéder à un détournement d'avion en compagnie d'un autre fedayin.



dernière
minute

le quotidien
ROUGE

10, Impasse Guéméné
PARIS 7504
272-88-96 272-68-82

L'AVENIR GRAPHIQUE

Le directeur de publication :
Daniel Bensaïd